

L'intention de Nicolas Sarkozy de rompre les promesses de la France en matière d'aide publique au développement est inadmissible, affirme Oxfam France – Agir ici

Plus de 4 millions d'enfants pourraient être sauvés si la France versait les montants d'aide sur lesquels elle s'est engagée

Paris, 26 mars 2008 - Alors que Nicolas Sarkozy se rend aujourd'hui au Royaume-Uni dans le cadre du traditionnel sommet franco-britannique, Oxfam France – Agir ici met en garde le président français contre les risques de son intention de revenir sur l'engagement de la France à augmenter son volume d'aide publique au développement (APD).

Comme les membres du gouvernement français le laissent entendre depuis quelques mois, Nicolas Sarkozy devrait annoncer officiellement que la France renoncera à l'objectif de consacrer 0,7% de son PIB à l'aide publique au développement d'ici à 2012, en reportant cette échéance à 2015. Ce report aurait des conséquences dramatiques pour les millions de personnes qui dépendent aujourd'hui de l'aide française. Oxfam France – Agir ici demande donc au président de la République française qu'il réaffirme les engagements de la France en matière d'aide publique au développement et se prononce publiquement sur un agenda clair en la matière.

Sébastien Fourmy, responsable de plaidoyer à Oxfam France – Agir ici : « L'intention de Nicolas Sarkozy de rompre les promesses de la France en matière d'aide publique au développement est moralement indéfendable et politiquement déplacée. Si la France revient sur son engagement à consacrer 0,7% de son PIB à l'aide au développement, des millions de personnes seront livrées à elles-mêmes dans leur combat contre la pauvreté, alors que plus de 4 millions d'enfants pourraient être sauvés si la France versait les montants d'aide qu'elle a promis ».

En 2005 à Gleneagles, les pays du G8 – dont la France – s'étaient engagés à verser 50 milliards de dollars d'aide annuelle supplémentaire d'ici à 2010. Or, selon Oxfam France – Agir ici, la France devrait manquer ces objectifs de 7,6 milliards de dollars : une somme suffisante pour sauver la vie de plus de 4 millions d'enfants selon l'OMS¹.

Lors de son discours prononcé en février dernier au Cap (Afrique du Sud), Nicolas Sarkozy affirmait sa volonté de « contribuer plus activement à la lutte contre la pauvreté en Afrique » et de « soutenir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ». Cependant, le versement de 2 milliards d'euros sur 5 ans annoncé à cette occasion comme contribution française à la lutte contre la pauvreté en Afrique est loin de constituer de l'aide publique au développement, ne concernant que le secteur privé. « Le soutien au développement du secteur privé en Afrique ne doit pas servir de leurre alors que la France refuse d'honorer ses engagements en faveur de la santé et l'éducation sur le continent, » rappelle Sébastien Fourmy.

C'est en 2002 à Johannesburg que Jacques Chirac avait engagé la France à consacrer 0,7% de son PIB à l'aide publique au développement d'ici à 2012. Un an plus tard, Tony Blair engageait à son tour le Royaume-Uni à atteindre l'objectif des 0,7% d'ici à 2013. Aujourd'hui, alors que le

¹ Oxfam France – Agir ici a calculé que, d'après les tendances actuelles, la France manquera ses promesses de Gleneagles de 7,6 milliards de dollars, soit environ 5 milliards d'euros. Or l'OMS a estimé qu'il faudrait 5,6 milliards de dollars pour sauver la vie de 4,45 millions d'enfants d'ici à 2010.

Royaume-Uni est déjà le second bailleur de fonds en termes d'aide publique au développement au niveau mondial – derrière les Etats-Unis – et que Gordon Brown s'est personnellement engagé à atteindre l'objectif annoncé par son prédécesseur, la France se dérobe et fait figure de mauvaise élève de l'Union européenne en matière d'aide publique au développement.

La décision de Nicolas Sarkozy est inadmissible et, par ailleurs, potentiellement très dangereuse : balayer ainsi les promesses du G8, c'est envoyer un signal très négatif aux autres pays riches, en particulier ceux de l'Union européenne.

« La France a joué un rôle central dans la décision du G8 d'augmenter l'aide de 50 milliards de dollars par an d'ici à 2010. Elle est par ailleurs le premier pays du G8 à avoir proposé un agenda clair pour atteindre les 0,7% de son PIB d'ici à 2012, » rappelle Sébastien Fourmy. « Nicolas Sarkozy doit réaffirmer publiquement cet engagement et établir un agenda précis pour y parvenir » conclut-il.

Les chiffres 2007 de l'aide publique au développement seront publiés la semaine prochaine par l'OCDE et devraient confirmer une baisse de l'aide globale pour la seconde année consécutive, confirmant que les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement sont minimes, en particulier en Afrique.

CONTACT PRESSE :

Aldine FURIO, Oxfam France – Agir ici
afurio@oxfamfrance.org / 01 56 98 24 45 ou 06 86 92 93 30.

NOTE AUX REDACTIONS :

Actuellement l'APD française s'élève à 0,47% de son PIB. La publication des prochains chiffres de l'aide par l'ODCE le 3 avril 2008 montrera une baisse substantielle de cette aide en 2007.

Le coût pour la France pour atteindre ses promesses en matière d'APD est de 127 euros par personne, soit moins de la moitié de ce que les Français dépensent en moyenne pour se parfumer.

Pour en savoir plus, consultez le rapport "The World is Still Waiting" (Oxfam International, juin 2007) :

http://www.oxfam.org/en/files/bp103_g8_world_is_still_waiting.pdf/download